

EAU Quatre réunions d'information ont été organisées depuis fin novembre à l'attention des irrigants.

Réserves d'eau pour l'irrigation : les réunions mobilisent 120 agriculteurs

Environ 120 agriculteurs ont participé aux réunions d'information sur la création de réserves d'eau pour l'irrigation organisées par la Chambre d'agriculture et la FDSEA. Jeannick Cantin et Pascal Laizé ont rappelé que ces rencontres s'inscrivent dans le plan départemental d'adaptation de l'agriculture angevine au changement climatique lancé par la profession (lire page 5).

Ce programme intègre des travaux pour limiter la dépendance à l'eau au niveau des exploitations d'élevage, identifier des alternatives à l'irrigation, améliorer l'efficacité de l'irrigation et mobiliser de nouvelles ressources en eau.

Les réunions avaient pour but de répondre à la demande croissante des agriculteurs d'information et d'accompagnement pour leurs projets de réserves. Au programme : l'intégration d'un projet d'irrigation dans le fonctionnement de l'exploitation, les aspects techniques, réglementaires et économiques d'un projet de création de retenue.

Les questions des exploitants ont porté en premier lieu sur les possibilités locales de mobiliser les différentes ressources en eau disponibles, sur les difficultés rencontrées dans les projets de création de réserves (présence de zones humides



Les réunions avaient pour but de répondre à la demande croissante des agriculteurs d'information et d'accompagnement pour leurs projets de réserves.

notamment) ou sur les démarches pour agrandir une réserve existante.

Dans tous les cas, il convient de s'assurer dans un premier temps que la ressource envisagée est mobilisable d'un point de vue technique et réglementaire, en intégrant les aspects individuels de l'ouvrage ou du prélèvement mais aussi les aspects territoriaux (bassin versant ou nappe d'eau).

Pour la création d'une réserve d'eau, si une zone humide est identifiée sur le site, dans un premier temps, un autre site doit être envisagé, sinon le projet doit intégrer des compensations. La Chambre d'agriculture travaille actuellement sur l'évaluation des fonctions réelles des zones humides, et des solutions concrètes de compensations.

Pour l'agrandissement d'une réserve existante, la démarche

réglementaire est la même que pour une création : il faut faire intervenir la police de l'eau (DDT) sur le site, et faire une déclaration auprès de l'administration.

C'est dans les Mauges que le plus grand nombre de projets (collectifs et individuels) émerge, surtout pour la sécurisation de la production des fourrages.

Concernant l'accompagnement des projets par des aides financières, la question reste en suspens. La FDSEA et la Chambre d'agriculture ont à nouveau interpellé le préfet, le Conseil général et les réseaux nationaux pour demander que la mobilisation de nouvelles ressources puisse continuer à faire l'objet de subventions.

MARIE CALMEJANE, FDSEA
VIRGINIE HERBERT ET
ALEXANDRE CHAIGNEAU
CHAMBRE D'AGRICULTURE

EAU Élus et associations étaient présents à la soirée débat du CRDABV.

L'eau pour tous, tous pour l'eau

C'est le titre que le CRDA Baugeois-Vallée avait choisi pour la soirée débat du 2 décembre. Ont successivement été présentés la situation de la ressource en eau pour la région, quantité et qualité (Frédéric Leseur, de la Dreal), l'utilisation de l'eau en agriculture (Jeannick Cantin et Virginie Guichard, de la Chambre d'agriculture), les enjeux pour l'environnement et la préservation des milieux (Yves Lepage, de la Sauvegarde de l'Anjou). Ces exposés ont été ponctués par les interventions des comédiens de la ligue d'improvisation de Nantes-Atlantique qui ont reformulé les questions et les enjeux, à leur manière décalée à l'humour très efficace.

Activités agricoles et aménagements urbains

Le public nombreux, dont une majorité d'agriculteurs, a ensuite animé la table ronde par ses questions. Difficile parfois de rester dans le thème tant les préoccupations autour de l'agriculture et de son avenir sont nombreuses, en particulier quand on peut interpellier Christophe Béchu, président du Conseil général, ou le député Jean-Charles Taugourdeau.

Au-delà de l'équilibre entre développement économique et préservation de l'environnement, le débat s'est ainsi inté-

ressé à l'impact respectif des activités agricoles et des aménagements urbains sur le ruissellement, à la répartition des usages de l'eau, des coûts et des redevances entre entreprises industrielles, agricoles et particuliers, à la nécessaire préservation des terres agricoles. L'occasion pour Christophe Béchu de rappeler les positions du Conseil général sur la préservation du foncier, l'appui à l'économie et aux emplois agricoles et le soutien à la création de réserves d'eau.

Solutions communes

Les élus du CRDA avaient voulu un débat réunissant l'ensemble des acteurs et leurs points de vue différents pour échanger sur les enjeux de l'usage de l'eau. Bien sûr les positions ne sont pas toujours conciliables entre la situation actuelle, la situation souhaitée par chaque acteur et les améliorations possibles. Au cours du débat, Jeannick Cantin mettait l'accent sur l'importance de pouvoir échanger malgré ces désaccords, insistant sur la légitimité de chacun et la nécessité de progresser encore vers des solutions communes. "D'où l'importance de réussir à mettre autour d'une table tous les acteurs et de continuer à dialoguer", comme le soulignait Jean-François Cesbron, président de la Chambre d'agriculture.

PASCAL BOUCAULT, CA 49